

## Le Burundi abriterait une conférence panafricaine sur la corruption

@rib News, 25/04/2011 â€“ Source Xinhua L'Ombudsman de la RÃ©publique rwandaise a annoncÃ© lundi Ã  Bujumbura que le Burundi pourrait abriter une confÃ©rence panafricaine sur la corruption Ã  l'initiative du chef de l'Etat burundais Pierre Nkurunziza. "Le chef de l'Etat burundais a Ã©mis le souhait de voir la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est (East African Community, EAC) organiser au Burundi une confÃ©rence panafricaine sur la corruption. Au niveau de lâ€™EAC, nous avons dÃ©veloppÃ© cette idÃ©e et nous sommes venus au Burundi pour qu'il nous donne des orientations pour voir comment organiser cette confÃ©rence", a indiquÃ© Ã  la presse Tite Rutarema aprÃ¨s l'audience que lui a accordÃ©e le prÃ©sident Nkurunziza.

L'Ombudsman rwandais a reconnu que la corruption existe bel et bien dans la rÃ©gion et que sa lutte n'est pas facile dans une rÃ©gion oÃ¹ elle s'est Ã©rigÃ©e en une source d'enrichissement. "La lutte contre la corruption est lutte de grande haleine qui demande beaucoup plus de moyens, de temps, de mobilisation et de sensibilisation. Maintenant, ce qui est bien, c'est que tout le monde sait que la corruption est mauvaise. Avant, on croyait qu'on pouvait Ãªtre riche en prenant les deniers publics et c'Ã©tait devenu une culture. Mais maintenant, dans n'importe quel pays de lâ€™EAC, les gens savent bien que la corruption est une mauvaise chose qu'il faut combattre", a ajoutÃ© Tite Rutarema. Lors de son investiture pour le deuxiÃ¨me mandat en aoÃ»t 2010, le prÃ©sident Nkurunziza avait lancÃ© une campagne de bonne gouvernance dans tous les secteurs de la vie nationale. Depuis, certains leaders des sociÃ©tÃ©s publiques et paraÃ©tatiques accusÃ©s de corruption et de malversations Ã©conomiques ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s. Des institutions de lutte contre la corruption et les infractions connexes ont Ã©tÃ© mises en place comme la Cour et la Brigade anti-corruption ainsi que les lois rÃ©gissant ces deux institutions.